

Le Rendez-vous de la solidarité s'arrête en Outaouais

Des groupes communautaires jugent cette consultation bidon



par Patrick Voyer

Voir tous les articles de Patrick Voyer

Article mis en ligne le 19 octobre 2009 à 14:44

Soyez le premier à commenter cet article

Une journée de consultation entre élus provinciaux et une trentaine de groupes régionaux impliqués dans la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale, a lieu aujourd'hui à Gatineau. Ces discussions mèneront à l'élaboration du prochain Plan d'action gouvernemental en la matière. Plusieurs membres de groupes de défense des droits des personnes vulnérables de la région ont aussi organisé une consultation parallèle pacifiste pour manifester contre ce Rendez-vous, qu'ils jugent bidon. Selon eux, les élus passent à côté des vrais enjeux, des causes fondamentales de la pauvreté, comme le salaire minimum. Ils saluent bien entendu cette initiative de consultation, mais regrettent que les questions globales soient réduites à des interventions régionales.

La ministre déléguée aux Services sociaux, Lise Thériault, n'est pas de cet avis: «Moi, je crois que les gens ont des solutions en région. Les réalités sont différentes et en Outaouais, c'est pas Montréal et c'est pas Ste-Illes non plus. Alors c'est pour ça que c'est important d'aller voir les gens sur le terrain et d'entendre ce qu'ils ont à dire», a-t-elle lancé. Elle a rappelé que des groupes nationaux ont été rencontrés au mois de juin et que des entretiens sont aussi organisés avec des groupes autochtones et des gens en situation de pauvreté.

«Moi, me faire dire que c'est une consultation bidon, je l'accepte pas. Ces gens-là, je vais les rencontrer la semaine prochaine et en tant que caucus, on est prêt à le faire. S'ils n'ont pas terminé leur consultation, nous on est prêt demain matin pour transmettre ça à la ministre. À n'importe quel temps», a tranché le ministre responsable de la région de l'Outaouais, Norm MacMillan, en ajoutant que les fonds provinciaux servaient à aider en premier lieu les organismes d'aide aux plus démunis et non les groupes de défense de leurs droits.

Le coordonnateur d'Action-Santé Outaouais et participant à la consultation, François Marchand, aurait aimé être averti plus tôt que cinq jours à l'avance (sans compter deux jours de fin de semaine) pour être en mesure de consulter les groupes. Car lundi, il n'avait pas l'impression qu'ils étaient capables de répondre aux questions de la ministre déléguée. De plus, François Marchand déplore que le gouvernement se base encore sur le taux de chômage en Outaouais pour dresser un portrait global. Il indique que la région est au 15e rang quant au revenu disponible par habitant malgré le faible taux de chômage. Statistique d'ailleurs incluse dans le document de la consultation qu'ont reçu les participants.



La majorité du caucus libéral de l'Outaouais entoure la ministre déléguée aux Services sociaux, Lise Thériault: Norman MacMillan (Papineau), Maryse Gaudreault (Hull), Stéphanie Vallée (Gatineau) et Marc Carrière (Chapleau).
(Photo: Patrick Voyer)

Pour les résultats de ces consultations et les actions prévues par le gouvernement du Québec: www.mess.gouv.qc.ca.